



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## L'agriculture française et les marchés mondiaux : mythe ou passage obligé ?

A. Azouvi

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Azouvi A. L'agriculture française et les marchés mondiaux : mythe ou passage obligé ?. In: Économie rurale. N°173, 1986. L'agriculture dans la compétition internationale. 1re partie. pp. 29-36;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1986.3755>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1986\\_num\\_173\\_1\\_3755](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1986_num_173_1_3755)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Abstract

French agriculture in the year 2000 : which markets and which products ? - After the exceptional growth rate of the 1970s, world trade in farm and food products has stagnated over the last five years. Recent long-term economic planning research, however, has led to the conclusion that expansion will pick up once again, but at rate slower by half compared with the 1970s. For Europe and France, this trend is all the more welcome in that it will apply particularly to North Africa, the Middle East and sub-Saharan Africa, areas with which Europe already has close ties and which are close enough to Europe to afford a considerable logistic advantage.

The research of the Plan also pointed, however, to the existence of a production potential in the major exporting countries far superior to the expected increase in demand, with the resultant divergency between supply and demand bringing constant pressure to bear on prices. Under these circumstances, what options remain open to French agriculture? What productions will be able to stand up to international competition ?

## Résumé

Après une croissance exceptionnelle au cours des années 70, les échanges de produits agricoles et alimentaires stagnent depuis cinq ans. Néanmoins, un travail récent du Plan, visant le long terme, conclut à une reprise de l'expansion, quoique à un rythme inférieur de moitié à celui de la décennie 70. Pour l'Europe et la France, cette tendance est d'autant mieux venue qu'elle touchera, notamment, l'Afrique du Nord-Moyen Orient et les pays d'Afrique sub-saharienne, zones avec lesquelles les relations de l'Europe sont déjà étroites, et dont la proximité confère à la CEE un avantage logistique évident.

Mais le travail du Plan conclut aussi à l'existence d'un potentiel de production des grands pays exportateurs très supérieur au surcroît de demande attendue, le désajustement virtuel se traduisant en pression continue sur les prix. Quelles sont dans ce contexte, les marges de manœuvre de l'agriculture française?

Quelles spéculations pourront affronter la compétition internationale?

## L'AGRICULTURE FRANÇAISE ET LES MARCHÉS MONDIAUX MYTHE OU PASSAGE OBLIGÉ ?

A. AZOUVI\*

### Résumé :

Après une croissance exceptionnelle au cours des années 70, les échanges de produits agricoles et alimentaires stagnent depuis cinq ans. Néanmoins, un travail récent du Plan, visant le long terme, conclut à une reprise de l'expansion, quoique à un rythme inférieur de moitié à celui de la décennie 70. Pour l'Europe et la France, cette tendance est d'autant mieux venue qu'elle touchera, notamment, l'Afrique du Nord-Moyen Orient et les pays d'Afrique sub-saharienne, zones avec lesquelles les relations de l'Europe sont déjà étroites, et dont la proximité confère à la CEE un avantage logistique évident.

Mais le travail du Plan conclut aussi à l'existence d'un potentiel de production des grands pays exportateurs très supérieur au surcroît de demande attendue, le désajustement virtuel se traduisant en pression continue sur les prix. Quelles sont, dans ce contexte, les marges de manœuvre de l'agriculture française ?

Quelles spéculations pourront affronter la compétition internationale ?

### Summary :

#### FRENCH AGRICULTURE IN THE YEAR 2000 : WHICH MARKETS AND WHICH PRODUCTS ?

After the exceptional growth rate of the 1970s, world trade in farm and food products has stagnated over the last five years. Recent long-term economic planning research, however, has led to the conclusion that expansion will pick up once again, but at rate slower by half compared with the 1970s. For Europe and France, this trend is all the more welcome in that it will apply particularly to North Africa, the Middle East and sub-Saharan Africa, areas with which Europe already has close ties and which are close enough to Europe to afford a considerable logistic advantage.

The research of the Plan also pointed, however, to the existence of a production potential in the major exporting countries far superior to the expected increase in demand, with the resultant divergency between supply and demand bringing constant pressure to bear on prices. Under these circumstances, what options remain open to French agriculture ? What productions will be able to stand up to international competition ?

### L'EXPORTATION AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAISE DEPUIS 1970

La politique agricole commune se cherche un avatar : la saturation du débouché intérieur et les contraintes budgétaires placent les agricultures des Etats-membres devant une contradiction centrale : comment exporter davantage sans davantage de moyens ?

Dans le cas de la France, cette contradiction, d'une part est renforcée par l'hétérogénéité des structures de production, performantes en matière végétale, beaucoup moins dans le domaine animal, d'autre part s'inscrit dans un contexte historique où, depuis quinze ans, points forts et points faibles de l'agro-alimentaire français à l'exportation sont restés inchangés (tableau 1). Le solde global positif est dû, aujourd'hui comme en 1970, à quatre familles de produits — céréales et dérivés, sucre, vins et boissons, lait et produits laitiers — dont les excédents courants ont, en moyenne, doublé tous les cinq ans. En regard de ces performances, six autres ensembles sont restés constamment

négatifs, mais avec des déficits progressant deux fois moins vite que les excédents.

Bien entendu, au sein de ces deux grands groupes, les évolutions des soldes de chaque famille de produits n'ont pas suivi des profils identiques : l'excédent sucrier a d'abord progressé plus rapidement que la moyenne pour se stabiliser ensuite, tandis que le creusement des déficits en oléagineux - corps gras et, surtout, en animaux vivants et viandes s'est situé en retrait de celui des autres soldes négatifs. Néanmoins, c'est au total le parallélisme des évolutions qui frappe, plutôt que leurs divergences.

Assez différentes, par contre, sont les conclusions que l'on peut tirer de l'analyse par destinations des exportations et des soldes, dont l'évolution sur quinze ans traduit une diminution, progressive mais continue, de la part de la Communauté : celle-ci recevait, en 1970, 68 % des exportations agricoles et agro-alimentaires françaises, pourcentage tombé à 63 % en 1975, 58 % cinq ans plus tard, et stabilisé autour de 60 % depuis 1982.

\* Commissariat Général du Plan, 18 rue de Martignac 75008 Paris.

Tableau 1. — Évolution 1970-1985 du solde agro-alimentaire français (en milliards de francs)

|                                 | 1970   | 1975   | 1980   | 1985   |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| <i>Produits excédentaires</i>   |        |        |        |        |
| Céréales et dérivés             | 4,1    | 8,6    | 19,0   | 37,7   |
| Sucre                           | 0,6    | 1,5    | 5,6    | 4,7    |
| Vins et boissons                | 1,5    | 3,6    | 9,7    | 21,3   |
| Lait et produits laitiers       | 1,8    | 2,9    | 6,6    | 12,1   |
| Total                           | 8,0    | 16,6   | 40,9   | 75,8   |
| <i>Produits déficitaires</i>    |        |        |        |        |
| Produits exclusivement importés | - 2,9  | - 4,3  | - 9,3  | - 14,1 |
| Oléagineux et corps gras        | - 2,0  | - 3,3  | - 6,2  | - 5,2  |
| Fruits et légumes               | - 1,1  | - 2,6  | - 2,5  | - 5,9  |
| Animaux vivants et viandes      | - 1,5  | - 0,5  | - 1,9  | - 2,0  |
| Tabac                           | - 0,3  | - 0,5  | - 1,7  | - 4,9  |
| Autres produits (1)             | - 2,7  | - 3,5  | - 7,7  | - 12,4 |
| Total                           | - 10,5 | - 14,7 | - 29,3 | - 44,5 |
| Solde global (2)                | - 2,7  | 2,0    | 11,7   | 31,1   |

1. Produits végétaux divers, produits animaux divers, produits forestiers, produits de la pêche et conserves de poisson, produits divers des IAA.

2. Ce solde peut ne pas correspondre à la somme des totaux partiels, du fait des arrondis.

Source : INSEE (nomenclature NAP).

La tendance est encore plus marquée pour les soldes des quatre familles de produits excédentaires. La part de la CEE y est passée, entre 1970 et 1985, pour les céréales et leurs dérivés, le sucre, les vins et boissons, le lait et les produits laitiers, respectivement de 80 à 57 %, de 88 à 61 %, de 75 à 42 % et de 66 à 54 %. Si la présence de la Communauté reste déterminante, les agriculteurs français ont incontestablement beaucoup élargi le champ géographique de leurs exportations, et l'excédent commercial sur ces quatre produits est aujourd'hui obtenu pour moitié (contre 1/5<sup>ème</sup> en 1970) grâce aux surplus dégagés par les ventes aux pays-tiers (tableau 2).

Tableau 2. — Soldes 1970-1985 avec la CEE et les pays-tiers pour les quatre familles de produits excédentaires (en milliards de francs)

|   | 1970 |            | 1975 |            | 1980 |            | 1985 |            |
|---|------|------------|------|------------|------|------------|------|------------|
|   | CEE  | pays tiers | CEE  | pays tiers | CEE  | pays tiers | CEE  | pays tiers |
| Céréales et dérivés                         | 3,3  | 0,8        | 4,7  | 3,9        | 11,0 | 8,0        | 21,6 | 16,1       |
| Vins et boissons                            | 1,1  | 0,4        | 1,7  | 1,9        | 4,7  | 5,0        | 8,9  | 12,4       |
| Sucre                                       | 0,6  | - 0,1      | 1,6  | - 0,1      | 1,1  | 4,5        | 2,9  | 1,9        |
| Lait et produits laitiers                   | 1,2  | 0,6        | 1,7  | 1,2        | 3,1  | 3,5        | 6,5  | 5,5        |
| Ensemble                                    | 6,2  | 1,7        | 9,7  | 6,9        | 19,9 | 21,0       | 39,9 | 35,9       |
| Part des pays-tiers dans le solde total (%) | 21,5 |            | 41,6 |            | 51,3 |            | 47,4 |            |

Source : INSEE

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la France se trouve en première ligne de l'affrontement entre les Etats-Unis et la CEE, dont le conflit repose sur deux raisons majeures : la contraction du débouché européen pour les produits américains et des marchés mondiaux stagnant depuis 1980. Le marché intérieur des Douze étant proche de la saturation, et, en tout cas, les perspectives qu'il offre ne suffisant pas à saturer le potentiel productif communautaire, il est devenu capital, pour les agricultures européennes, de connaître les perspectives à moyen et long terme des pays-tiers. Cette question a récemment fait l'objet d'un travail du Plan (Documentation française, 1986).

## UNE PROSPECTIVE 2000 DES ÉCHANGES MONDIAUX AGRICOLES

### 1. Economie mondiale et commerce agricole

Au cours des années 70, les échanges mondiaux des principaux produits agricoles et alimentaires ont connu un essor sans précédent : les importations de céréales ont crû annuellement, en volume, de 7 % (doublées en dix ans) ; celles d'oléagineux de 9 %, celles de viandes de 6 %. Toutefois, ces progressions remarquables se sont ensuite brutalement infléchies et la période commençant en 1980-1981 a été caractérisée par un fort ralentissement des importations de viandes et d'oléagineux, et un plafonnement de celles de sucre et de céréales.

Cette cassure dans la croissance de la demande ne peut seulement s'expliquer par ce qu'il est convenu d'appeler la spécificité des échanges agricoles. Certes, ceux-ci conservent des caractéristiques propres, mais celles-ci ne peuvent suffire à rendre compte du basculement de 1980 : l'augmentation de la population mondiale ne s'est pas tout à coup ralentie et, dans de nombreux pays en développement, les agricultures n'ont toujours pas la capacité de satisfaire la demande alimentaire nationale.

Il faut donc chercher ailleurs les raisons de l'expansion puis de la stagnation de ces échanges, et c'est en les rapprochant du mouvement de l'économie mondiale que l'on comprend mieux leurs évolutions. Ainsi, entre 1970 et 1980, cinq facteurs ont été à la base de leur dynamisme :

— l'un d'origine agricole : la demande supplémentaire de l'Union soviétique ;

— quatre, non agricoles : la croissance démographique ; les revenus additionnels des pays pétroliers, multipliés par cinq après le choc de 1973-1974 ; ceux des nouveaux pays industrialisés qui ont accru de moitié leur part dans les exportations mondiales ; et un endettement international apparemment sans limites, touchant au premier chef l'Europe de l'Est et les PVD.

Dans la décennie, la part de ces trois groupes de pays — URSS et Europe orientale, nouveaux pays industrialisés, OPEP — dans le total des importations céréalières est passé de 20 % à 40 %, et dans celles de viandes, de 11 à 19 %.

A l'inverse, à partir des premières années 80, le retournement de la politique monétaire américaine et ses conséquences sur les taux d'intérêt et la croissance économique mondiale, les possibilités d'endettement aux limites désormais atteintes, la stabilisation puis la baisse des

revenus pétroliers, tous ces éléments ont affecté la demande alimentaire qui n'a presque plus progressé.

On peut alors se demander si cette quasi-stagnation n'est pas appelée à durer. En effet, les scénarios prospectifs récemment élaborés dans le cadre des travaux du Plan (CGP, 1985) ne prévoient qu'une croissance modérée de l'économie mondiale, ce qui limitera les possibilités d'expansion des NPI; ils ne jugent pas probable, à moyen terme, un nouveau choc pétrolier; ils estiment enfin non levées les contraintes d'endettement.

Deux éléments pourtant incitent à plus d'optimisme. Il est patent, tout d'abord, que gouvernements comme institutions internationales ont aujourd'hui une vision plus réaliste de la crise, de ses structures, de ses enchaînements, et en maîtrisent la gestion mieux que par le passé: l'endettement, par exemple, est moins souvent traité du seul point de vue monétaire, et les solutions à lui apporter prennent davantage en compte les aspects économiques et sociaux. Surtout, la population augmentera en quinze ans de plus d'un quart (+ 1.300 millions de personnes), 90% de cette augmentation étant le fait des zones en développement (v. tableau A en annexe), et les besoins alimentaires en seront élargis. Par conséquent, puisque l'on sait déjà que les agricultures de nombreux pays ne pourront pas, dans la période, satisfaire la demande interne, on doit s'attendre à voir croître les importations; leur progression sera plus modérée que lors de la décennie 70, mais elle rompra avec le tassement des premières années 80.

## **2. De 1985 à 2000, des importations toujours croissantes, mais à un rythme inférieur de moitié à celui des années 70**

### **a) Des perspectives d'abord liées à la démographie**

La démographie sera le principal déterminant de l'évolution de la demande alimentaire mondiale. Elle contribuera, avec les disponibilités financières et la mise en valeur des ressources agricoles, à définir l'ampleur des importations futures de chaque zone. On notera, à cet égard, combien seront différentes les situations de chacune d'elles: à l'augmentation de population de 1,3 milliard d'habitants entre 1985 et 2000, les pays industrialisés ne contribueront que pour une centaine de millions, l'Europe étant la plus touchée par la pause démographique: + 0,3% l'an, au lieu de 0,8% en Amérique du nord et en URSS. En chiffres absolus, c'est évidemment l'Asie dont la progression est la plus spectaculaire: + 720 millions d'habitants, soit 56% de la croissance totale. Mais, du point de vue de la France, il n'est pas indifférent d'observer que la population des zones les plus proches d'elle, Afrique du nord et Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne, Union soviétique, augmentera elle aussi beaucoup, de plus de 400 millions.

Ce sont ces tendances démographiques qui ont constitué la toile de fond de l'estimation des besoins alimentaires de chacune des zones géographiques étudiées. Parallèlement, une réflexion sur le développement agricole de celles-ci a été menée, dont on a déduit des demandes d'importations à l'horizon 2000. Ces divers éléments — démographie, développement agricole, importations — ont fait l'objet, pour chaque zone, d'études dont les conclusions principales sont reprises ci-après.

*En Asie (Asie du Sud-est, Japon, Inde, Chine), une forte croissance démographique et un endettement relativement maîtrisé déboucheront sur des importations élevées mais contrôlées.*

Il est évidemment très simplificateur de présenter dans une même analyse des pays aussi divers que l'Inde, le Japon, la Chine ou l'Indonésie; les différences entre eux sont nombreuses, y compris du seul point de vue des habitudes alimentaires: la diète indienne à base de riz, blé et légumineuses n'est pas celle du Japon fondée sur le riz, les légumes et le poisson, ni de la Chine (riz et porc), ni de l'Indonésie musulmane. Pourtant, tous ces pays présentent aussi des traits communs qui les différencient notablement d'autres zones comme l'Amérique latine ou l'Afrique: un souci affirmé depuis longtemps d'atteindre un niveau minimal d'autosuffisance et, en conséquence, une attention certaine portée à la mise en valeur de leurs ressources agricoles. C'est entre cette volonté, et l'évolution vers un mode de consommation plus occidental, que se situeront les enjeux des importations agro-alimentaires de cette partie du monde, importations dont le volume et la composition seront sensiblement modifiés.

Leur volume, d'abord, sera largement fonction de la croissance démographique. Leur structure, ensuite, évoluera: il paraît acquis, en effet, que les pays asiatiques diversifieront leur alimentation en accordant, à l'avenir, une plus large place aux produits animaux: viandes — surtout porcs et volailles — (sauf en Inde) et produits laitiers.

Les conséquences de cette orientation seront variables selon les pays ou régions (v. tableau B en annexe):

— pour l'ensemble géographique *Japon-Asie du sud-est*, le souci d'autosuffisance devrait entraîner la promotion des élevages locaux, la dépendance à l'égard des importations se reportant en amont, sur les céréales fourragères;

— en *Inde*, si les importations de produits laitiers resteront probablement élevées, les modifications du régime alimentaire ne toucheront, semble-t-il, qu'assez peu la consommation des produits carnés; elles seront en revanche plus marquées en matière végétale, où le passage devrait s'accentuer des légumes secs et céréales secondaires, aliments traditionnels, vers le riz et surtout le blé, la production nationale de ce produit devant probablement être complétée par l'importation;

— en *Chine* enfin, où la volonté est très forte d'ajuster consommation et production nationales, des produits laitiers et des céréales pourraient malgré tout être importés afin de satisfaire la demande des villes côtières.

*En Amérique latine, de bonnes ressources agricoles jointes à un endettement très lourd limiteront le recours aux importations.*

Depuis le choc financier de 1981-1983, qui a mis un terme à vingt ans d'expansion remarquable, l'Amérique latine est entrée dans une phase de réajustements de tous ordres — monétaires, industriels, agricoles — dont tout laisse prévoir qu'ils se poursuivront à long terme.

Durant cette période, deux problèmes domineront la scène économique et politique du sous-continent: d'une part le paiement de la dette, d'autre part l'obligation

d'éviter des politiques trop restrictives, génératrices d'explosions sociales. Dans ces quinze années en effet, la population latino-américaine augmentera de 150 millions de personnes dont la moitié dans deux Etats seulement, le Brésil (+ 45 millions) et le Mexique (+ 30 millions). Cette population, de plus, sera très urbanisée (à 75 %), la croissance des actifs se manifestant presque entièrement dans les villes.

Tous ces éléments plaident pour une politique économique dynamique, mais la charge du service de la dette la rendra impossible quels que soient les aménagements qui seront apportés aux modalités de remboursement. Ces aménagements, d'ailleurs, s'imposeront : les niveaux ou les échelonnements de la dette actuelle sont tels que renégociations et rééchelonnements sont inévitables. Mais renégociation ne signifie pas suppression, et les pays de la zone devront encore longtemps pratiquer des politiques économiques très restrictives.

Ces contraintes, enfin, stimuleront probablement les productions agricoles, à la fois pour minimiser les importations et pour accroître l'exportation. On peut aussi penser que, en dépit des échecs passés, quelques progrès seront accomplis vers une meilleure auto-suffisance, nationale ou régionale. Mais ils resteront probablement limités : d'abord, le paiement de la dette pousse à favoriser les cultures d'exportation ; ensuite, la plupart des pays de la région disposent de ressources minières et de produits tropicaux, immédiatement valorisables, ce qui peut les détourner de l'investissement agricole de type vivrier, de rentabilité plus lointaine et plus incertaine.

***En Afrique du nord et au Moyen-Orient, une très forte croissance démographique, associée à des ressources financières souvent encore substantielles et à une demande alimentaire supérieure à l'offre régionale, imposeront un recours massif à l'importation.***

Situés dans une zone d'importance stratégique majeure pour l'Europe, les pays qui composent l'Afrique du nord et le Moyen-Orient disposent d'énormes richesses naturelles — pétrole, gaz, phosphates — ; leur population est loin d'être négligeable (240 millions d'habitants en 1985) ; leur endettement, enfin, en dépit des inquiétudes nées des situations marocaine, égyptienne ou même algérienne, reste globalement supportable. Ce sont aussi, souvent, des pays que la double hausse des prix du pétrole a rendu un temps immensément riches, au point d'être dans les années 70 l'un des moteurs de l'économie mondiale. Mais cette médaille a eu son revers : à partir de 1973, la demande alimentaire nouvelle suscitée par l'afflux des ressources financières a dépassé largement et durablement la capacité d'offre des agricultures locales, et le taux de couverture des importations par les exportations s'est effondré. Pourtant, même si certains pays ont négligé leur agriculture, ce n'est pas la chute de la production agricole mais l'explosion de la demande qui rend compte de la croissance des importations : alors que, jusqu'aux premières années 70, l'alimentation des populations de ces pays se définissait à partir d'un équilibre relatif entre l'offre et la demande locales, le choc pétrolier de 1973 a introduit une transformation radicale, la demande se développant désormais de manière autonome par rapport à la production. Bien que les performances des agricultures de la zone ne soient pas médiocres

— elles ont progressé entre 1970 et 1983 de 2 à 3 % par an — la valeur des importations alimentaires a augmenté de manière considérable : + 15 % l'an.

Ce hiatus était sans conséquence immédiate tant que les ressources financières dégagées par l'exploitation pétrolière ou minière permettaient d'en assumer le coût, que ce soit en importations ou en subventions à la consommation. Mais la baisse des prix du pétrole a rendu le poids de ces dépenses de moins en moins supportable pour les finances publiques. Il en est résulté plusieurs tentatives de réajustement des prix alimentaires que de violentes émeutes ont fait avorter ; d'où, récemment, une attention plus soutenue accordée au devenir de l'agriculture.

Ce serait une erreur de sous-estimer les potentiels de dynamisme et de croissance à long terme des agricultures de la région. Mais on ne peut pas s'attendre à des bouleversements dans les structures de la consommation, qui restera par conséquent largement tributaire des fournitures étrangères. Dans plusieurs pays et pour plusieurs produits, le taux d'auto-suffisance pourrait cesser de diminuer, voire un peu s'améliorer ; mais il est peu vraisemblable que changent radicalement dans la décennie à venir les habitudes alimentaires acquises dans la décennie passée.

Au surplus, les conditions naturelles sont loin d'être favorables : la surface agricole est souvent limitée, de même que les ressources en eau. Les perspectives démographiques ne laissent par ailleurs prévoir qu'un léger ralentissement de la croissance et, dans les quinze prochaines années, la population totale de la zone augmentera de 115 millions de personnes (+ 50 %). Cette population devrait aussi continuer à s'urbaniser et la demande induite renforcer les tendances à la diversification de l'alimentation. Enfin, il faudra du temps pour que les politiques économiques soient franchement réorientées vers le développement prioritaire de l'agriculture. Pour toutes ces raisons, il faut s'attendre à voir la zone maintenir une demande élevée et croissante en produits alimentaires importés.

***En Afrique au sud du Sahara, les importations agricoles auront pour objet principal d'éviter que la ration alimentaire ne tombe au-dessous du minimum vital.***

La conviction est aujourd'hui largement répandue que la situation alimentaire et l'économie agricole africaines sont dans un état dramatique ; en effet, la répétition au cours des dix dernières années de catastrophes climatiques et de famines ne permet pas, semble-t-il, d'en douter. La réalité, pourtant, est plus complexe. Si une partie de l'Afrique sub-saharienne souffre de conditions naturelles très difficiles et si, sur presque tout le continent, le niveau technique est insuffisant, la situation africaine est aussi un résumé des tensions et des difficultés auxquelles sont confrontées les agricultures de tous les pays en voie de développement : croissance démographique, urbanisation rapide, modification de la demande. Face à ces contraintes, les agricultures locales, contrairement aux apparences, ne se sont pas effondrées ; mais elles n'ont pas pu ou pas su s'adapter à une demande doublement exigeante, par sa progression et sa diversification.

Cela dit, il reste vrai que, sur la période, les productions agricoles africaines n'ont pas crû à un rythme suffisant et

que c'est l'explosion des importations qui a permis de satisfaire la demande. Jusqu'aux dernières années 70, ces achats ont été rendus possibles par un recours accru à l'endettement et par les revenus pétroliers. Mais ces deux sources se sont tariées au tournant des années 80, et les problèmes alimentaires africains en ont été aiguïsés.

Il n'y a pas de raison de penser qu'à court ou moyen terme la situation puisse s'améliorer notablement : le retour à des niveaux d'endettement raisonnable prendra du temps, et l'on ne prévoit pas de retournement à la hausse du prix du pétrole avant, au moins, cinq ans. La population, cependant, continuera à croître (725 millions d'habitants en 2000 : + 60 % par rapport à 1985) et le déficit va donc s'aggraver. Dès lors, en Afrique, l'enjeu alimentaire des prochaines décennies est double :

— fournir aux agricultures locales les moyens financiers et techniques leur permettant de répondre progressivement à la demande interne ;

— en attendant qu'une auto-suffisance relative soit atteinte, permettre, par des montages commerciaux et financiers adéquats, que se poursuivent les importations de produits de base indispensables.

*En Union soviétique, le montant futur des importations dépendra de la plus ou moins grande réussite des réformes engagées.*

Bien que les pays européens du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) disposent de ressources naturelles considérables, ils figurent aujourd'hui parmi les principaux importateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires de base. Plusieurs raisons expliquent le maintien de leur dépendance à l'égard des fournitures étrangères.

Il est certain tout d'abord que les accidents climatiques ont parfois joué, surtout en URSS, un rôle important dans ces contre-performances ; ensuite, une partie de la demande additionnelle de céréales fourragères tient, paradoxalement, à la réussite des plans « élevage » lancés dans les années 60. Toutefois, l'une et l'autre explications ne suffisent pas à justifier la stagnation depuis dix ans des productions animales et végétales, dont l'origine fondamentale doit être recherchée, selon les analyses occidentales et soviétiques, dans l'insuffisance des responsabilités confiées aux producteurs et dans la faiblesse des rendements.

A cet égard il faut, dans une optique de long terme, distinguer l'URSS de ses voisins européens. Dans ceux-ci en effet, d'une part les réformes de l'agriculture récemment introduites ont souvent débouché sur des résultats positifs, d'autre part une dette, partiellement maîtrisée mais encore très lourde, limitera beaucoup leurs capacités d'importation. Pour ces deux raisons principales, les déficits alimentaires actuels de l'Est européen devraient être progressivement résorbés, si bien qu'à l'horizon 2000 l'hypothèse peut être faite que les éventuelles importations de ces pays n'auront pas d'incidence significative sur les échanges mondiaux.

Le cas de l'URSS est différent. Celle-ci a été et est encore l'un des éléments essentiels de la dynamique du commerce

international. Son poids dans les échanges de céréales comme de produits animaux s'est révélé certaines années considérable, et ses perspectives de production agricole sont capitales pour apprécier l'ampleur des flux mondiaux futurs.

Ces perspectives malheureusement sont très difficiles à définir : si la demande alimentaire du pays peut être assez bien cernée, il n'en est pas de même de la production, dont les performances seront fonction de la plus ou moins grande réussite des réformes récentes, que l'on peut caractériser par :

— une ouverture vers davantage de responsabilité accordée à de petites équipes de producteurs ;

— un souci de décloisonnement qui, après s'être exercé à titre expérimental au niveau local, vient de se traduire par de profondes modifications de structures au niveau de l'appareil d'Etat de l'ensemble de l'Union.

Toutefois, ces réformes se heurtent à des résistances et leur efficacité pratique n'est pas acquise. En même temps, de gigantesques projets hydrauliques sont remis en cause. Toutes ces incertitudes compliquent la prospective pour laquelle on ne dispose que d'un petit nombre de repères relativement robustes, au premier rang desquels les productions possibles de l'Europe orientale et les normes de consommation.

#### **b) Un regard européen sur ces perspectives**

La récapitulation de la prospective par zone figure au tableau B en annexe. Elle montre des tendances de la demande agricole mondiale à l'horizon 2000, intermédiaires entre l'expansion remarquable de la décennie 70 et la stagnation des premières années 80. Ce résultat contient un certain nombre d'enseignements pour la Communauté Européenne et la France, dont les plus importants nous semblent être les suivants :

1) Entre deux attitudes également contestables — défaitisme : le marché est saturé ; irréalisme : il est illimité compte tenu des besoins — il y a place pour une vision objective des échanges mondiaux agricoles : leur expansion restera importante et il n'y a pas de raison que la Communauté ne puisse prendre une part des marchés supplémentaires, au moins en céréales et en produits laitiers.

2) Ces perspectives sont d'autant plus intéressantes qu'elles montrent des débouchés élevés dans des zones proches de la CEE : URSS, Afrique, Moyen-Orient, avec lesquelles les relations sont anciennes et nombreuses.

3) Toutefois, et précisément parce que les échanges agricoles ne peuvent plus être considérés en eux-mêmes dès lors qu'ils dépendent largement du contexte économique, la Communauté doit se convaincre que sa politique d'exportation agricole est inadaptée à la situation future des échanges internationaux et ne suffira plus à garantir l'accès aux débouchés mondiaux.

La nécessité d'une réflexion nouvelle sur ce sujet est d'autant plus urgente que l'offre mondiale potentielle de produits agricoles devrait, dans les quinze prochaines années, excéder largement la demande.

## QUELLE EST LA PLACE DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE DANS LES ECHANGES MONDIAUX FUTURS ?

Sa présence agricole au niveau mondial, la CEE la doit d'abord à la productivité de ses agricultures : les rendements britannique et français en blé sont deux à trois fois supérieurs à ceux des autres grands exportateurs ; le poids-carcasse des bovins allemands et anglais est de 10 % et 25 % supérieur aux moyennes australienne ou néo-zélandaise ; les rendements en porc danois, néerlandais, belges s'inscrivent parmi les meilleurs du monde, tout comme les rendements laitiers britanniques, néerlandais et danois ; la France est le premier exportateur mondial de viande de volailles, etc.

Ces performances ont été obtenues au prix d'un effort prolongé de recherche et d'adaptation et rien n'autorise à penser que le progrès technique et l'amélioration des rendements progresseront à l'avenir moins vite que par le passé. Cela ne signifie pas que l'on doive s'attendre à de profonds bouleversements, mais les progrès antérieurs seront poursuivis, ce qui laisse prévoir des surplus communautaires importants.

De plus, les agricultures européennes n'ont pas été les seules à voir s'améliorer leur productivité. Une même tendance à l'efficacité croissante s'est vérifiée au niveau mondial, et, comme pour la CEE, rien ne permet d'en prévoir un prochain ralentissement. Les grands pays exportateurs en particulier disposent d'un potentiel de développement très important. A long terme, ces pays (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Brésil, Argentine) tablent sur une forte expansion de leurs exportations, souvent accompagnée d'une réorientation partielle des marchés. Sur la base des informations disponibles, on a pu synthétiser ces orientations comme indiqué au tableau 3.

Ces perspectives, rapprochées de l'augmentation attendue des importations nettes 2000 (tableau B en annexe), mettent en évidence un excédent potentiel de l'offre de produits végétaux, céréales et oléagineux.

### Conclusion

A l'horizon 2000, la croissance des importations alimentaires mondiales restera donc en deçà des capacités de l'offre. Les acheteurs étant en position dominante, la concurrence entre exportateurs s'accroîtra et les prix seront tendanciellement orientés à la baisse. La Banque mondiale, par exemple, projette à dix ans un prix, à dollar constant, du soja et du blé inférieur d'environ 10 % à celui de 1983 ; un prix du maïs inférieur de 15 %. De son côté, l'OCDE estime que les cours mondiaux du blé devraient fléchir de 25 % environ pendant la décennie 80 (1).

Ces tendances devraient favoriser la consommation. Elles peuvent tout d'abord, si le rapport de prix aux produits agricoles des matières premières exportées par les PVD est positif, permettre un certain élargissement des débouchés vers ces pays (Gulbrandsen, Fischer, Froberg, 1985). Il n'est pas impossible, ensuite, que certains impor-

Tableau 3. — Potentiels d'exportations nettes 2000 des grands pays exportateurs

|                               | Exportations 2000 (millions de tonnes)                         | Exportations supplémentaires 1980-2000 (millions de tonnes) | Destinations privilégiées  |
|-------------------------------|--|---|--|
| Etats-Unis                    | Céréales 168   | Céréales 86<br>Oléagineux 23                                | Monde<br><br>Anciennes :<br>Etats-Unis, URSS,<br>Japon.<br>Nouvelles : PVD |
| Canada                        | Oléag. 54  |   |  |
|                               | Blé 30   |   |  |
|                               | Orge 11<br>Colza 3   |   |  |
| Australie et Nouvelle-Zélande | Blé 21<br>Viandes ov. et bov. 5 (1)<br>Produits laitiers 9 (1) | Blé 10<br>Viandes 3,5<br>Produits laitiers 3                | Nouvelle :<br>Proche et<br>Moyen-Orient                                    |
| Argentine                     | Blé 29<br>Oléag. (20) (2)<br>Viande bovine (3)                 | Blé 25<br>Oléagineux 5                                      | Ancienne :<br>URSS<br>Nouvelle :<br>Amérique Latine                        |
| Brésil                        | Oléag. (20) (2)<br>Viandes (3)<br>Café, cacao, sucre.          |   |  |
| CEE                           | Céréales 50<br>Produits laitiers 11                            | Céréales 50<br>Produits laitiers 11                         |  |

(1). Source : F.H. Sanderson, 1984

(2). Même source : tonnages portant sur l'ensemble Amérique latine.

(3). Notre prospective conclut, à l'horizon 2000, à un quasi-équilibre au niveau latino-américain.

tateurs estiment en définitive économiquement plus intéressant de continuer à s'approvisionner sur des marchés mondiaux durablement déprimés, où les prix pratiqués resteraient inférieurs à leurs coûts de revient, plutôt que de se lancer dans une stratégie d'auto-suffisance, difficile à concevoir et à mettre en œuvre. Les utilisations industrielles de produits agricoles, enfin, pourraient être développées.

Mais le probable élargissement des débouchés résultant de ces diverses possibilités ne sera pas tel qu'il permette de retrouver des équilibres de marché satisfaisants. La pression sur les prix restera forte et le maintien des positions françaises et européennes sur les marchés mondiaux dépendra, et d'un engagement déterminé de la Communauté, et du rythme de croissance de la productivité, et de revenus agricoles suffisants pour poursuivre l'amélioration des structures de production. Sous ces deux derniers aspects, l'agriculture française n'est pas toujours la mieux placée.

A vrai dire, la réflexion n'est encore ici qu'embryonnaire et souffre en particulier de deux limites : la méconnaissance des coûts de production effectifs, tant en Europe que dans les pays concurrents ; un raisonnement — et des

1. Par contre, selon la Banque, les prix mondiaux de la viande bovine et du sucre pourraient se situer sur un trend légèrement ascendant.

statistiques — qui se situent, le plus souvent, au niveau national et empêchent de saisir les contraintes et la dynamique pouvant résulter de déséquilibres inter-régionaux.

Aussi se contentera-t-on de simplement situer, de manière très succincte, pour certains des produits de base, les performances de la France et des autres grands pays producteurs de la Communauté : il apparaît ainsi que, rendements ou revenus, les positions relatives de l'agriculture française sont fortes en produits végétaux — premier rendement en sucre, deuxième en céréales et colza ; deuxième revenu en céréales — mais très médiocres pour le lait où elle se situe,

en productivité, dans les derniers rangs et, pour les revenus, au dernier.

Ces résultats dessinent donc en première approximation le champ du possible pour les agriculteurs français dans les échanges mondiaux. A court terme, c'est d'abord pour les produits végétaux que leur présence à l'exportation sur des volumes supérieurs à ceux d'aujourd'hui peut être envisagée comme autre chose qu'une incantation. Pour les produits animaux en revanche, le retard de productivité et le faible niveau des revenus renvoient au long terme la possibilité, pour la France, d'exporter davantage que les quantités de ces dernières années.

## BIBLIOGRAPHIE

BIRD (1984). — Price prospects for major primary commodities. Septembre, 1984.

SANDERSON F.H. (1984). — Food demand, production and trade in the year 2000. Septembre, 1984.

Commissariat Général du Plan (1985). — Commission Prospective des échanges internationaux. Rapport du groupe de travail Configurations prospectives de l'économie mondiale. Mai, 1985.

GULBRANDSEN J., FISCHER G., FROBERG K. (1985). — Price, production and income redistributive effects of free trade in agriculture. Vienne, IIASA, sept., 1985.

OCDE (1985). — Perspective à moyen terme : blé. Septembre, 1985.

Documentation Française (1986). — Pour un rôle actif de la CEE sur la scène agricole internationale. Mars, 1986.

## Annexe

Tableau A. — Population mondiale en 1985 et 2000 (en millions d'habitants)

|                              | 1985  | 2000  | Population supplémentaire | Potentiel de croissance relative (1) |
|------------------------------|-------|-------|---------------------------|--------------------------------------|
| Monde                        | 4.842 | 6.127 | 1.285                     |                                      |
| Afrique du nord/Moyen-Orient | 216   | 321   | 105                       | 1,83                                 |
| Afrique sub-saharienne       | 450   | 724   | 274                       | 2,29                                 |
| dont : Nigéria               | 95    | 162   | 67                        |                                      |
| Amérique latine              | 406   | 550   | 144                       | 1,34                                 |
| dont : Brésil                | 136   | 179   | 43                        |                                      |
| Mexique                      | 79    | 109   | 30                        |                                      |
| Amérique du nord             | 263   | 298   | 35                        | 0,50                                 |
| Asie                         | 2.824 | 3.544 | 720                       | 0,96                                 |
| dont : Chine                 | 1.063 | 1.256 | 193                       |                                      |
| Inde                         | 761   | 962   | 201                       |                                      |
| Japon                        | 120   | 128   | 8                         |                                      |
| Europe                       | 492   | 513   | 21                        | 0,16                                 |
| dont : CEE 12                | 321   | 331   | 10                        |                                      |
| URSS                         | 278   | 315   | 37                        | 0,50                                 |
| Océanie                      | 25    | 30    | 5                         | 0,75                                 |

(1). Rapport entre la part de la zone dans la croissance de la population mondiale, et cette part dans la population en 1985.

Source : ONU World population prospects. Estimates and projections as assessed in 1982 — New York, 1985 (variante médiane).

Tableau B. — Croissance des importations nettes (en millions de tonnes)

|                                 | Viande  |      |                   | Produits laitiers<br>(en équivalent-lait) |           |                   | Céréales |         |                   | Oléagineux |           |                   |
|---------------------------------|---------|------|-------------------|---|-----------|-------------------|----------|---------|-------------------|------------|-----------|-------------------|
|                                 | 1978/80 | 2000 | Imports<br>suppl. | 1978/80                                   | 2000      | Imports<br>suppl. | 1978/80  | 2000    | Imports<br>suppl. | 1978/80    | 2000      | Imports<br>suppl. |
| Afrique du Nord<br>Moyen-Orient | 0,7     | 4,0  | 3,3               | 6,3                                       | 10/15     | 4/9               | 24,1     | 45/55   | 21/31             | 1,4        | 5/6       | 3,5/4,5           |
| Afrique sub-saharienne          | -       | 0,7  | 0,7               | 0,7                                       | 7,0       | 6,3               | 4,4      | 20      | 15,5              | exp.       | 0,2       | 0,2               |
| Asie du sud                     | -       | -    | -                 | 0,5                                       | 0,5       | -                 | 2,1      | 5/10    | 3/8               | exp.       | 3/4       | 3/4               |
| Asie de l'Est (1)               | 0,8     | 2,0  | 1,2               | 0,6                                       | 1,7       | 1,1               | 29,8     | 88      | 58                | 5,9        | 16        | 10                |
| R.P. Chine                      | 0,2     | -    | - 0,2             | 0,2                                       | 1,0       | 0,8               | 15,0     | 10/15   | 0/-5              | 1,1        | 1         | -                 |
| Amérique latine                 | exp.    | exp. | -                 | 2,1                                       | 3,4       | 1,3               | 5,8      | 10      | 4                 | exp.       | exp.      | -                 |
| URSS                            | 0,5     | -    | - 0,5             | 3,0                                       | -         | - 3,0             | 24,6     | 13/18   | - 6,5/- 11,5      | -          | déficit   | (non chiffré)     |
| Ensemble des<br>zones étudiées  | 2,2     | 6,7  | 4,5               | 13,4                                      | 23,6/28,6 | 10,5/15,5         | 105,8    | 191/216 | 85/110            | 8,4        | 25,2/27,2 | 17/19             |

(1) Asie du Sud-est + Japon

Source : 1978-1980 : F.H. Sanderson. 2000 : estimations CGP.